

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 19 FÉVRIER 2013

DINSDAG 19 FEBRUARI 2013

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.35 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 10.35 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

01 Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "les erreurs du système informatique du Selor" (n° 15145)

01 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de fouten in het computersysteem van Selor" (nr. 15145)

01.01 **Kattrin Jadin** (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, il me revient que plusieurs candidats Selor ont été éliminés d'un concours à cause d'un problème informatique. Une candidate a ainsi appris qu'elle ne remplissait pas les conditions pour postuler à une certaine fonction au motif que son diplôme ne se trouvait pas sur sa page *Mon Selor*. Or elle l'y avait bel et bien téléchargé sans recevoir de message d'erreur. Un autre candidat a obtenu trop peu de points à son examen informatisé parce que son ordinateur lui a indiqué que son test était terminé, alors qu'il n'avait effectué que trois épreuves sur quatre.

Ces *bugs* sont évidemment fort dommageables pour ces candidats qui se présentent à une procédure de recrutement objective, mais qui se retrouvent pénalisés en raison de hasards malheureux. C'est également regrettable pour la fonction publique elle-même, qui est ainsi entravée dans sa sélection des meilleurs profils pour les postes adéquats.

Monsieur le secrétaire d'État, êtes-vous au courant de ces défaillances informatiques et disposez-vous de statistiques sur leur fréquence? Le site *Mon Selor* et les ordinateurs servant aux examens sont-ils régulièrement contrôlés et mis à jour? Quelles sont les possibilités de réparation existantes pour les personnes qui sont pénalisées par ce type de problèmes, étant donné qu'elles ne peuvent en général pas prouver la défaillance du système?

01.02 **Hendrik Bogaert**, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue, j'ai l'honneur de vous informer que le téléchargement d'un diplôme lors d'une inscription à une sélection organisée par le Selor est une opération extrêmement aisée. En effet, il suffit au candidat de cliquer successivement sur deux boutons pour télécharger le diplôme requis, qu'il aura préalablement encodé au moment de la création de son compte *Mon Selor*.

Les statistiques attestent que cette action de télécharger ne présente pas de difficultés particulières. En 2012, 47 249 diplômes, 14 213 attestations de formation et 665 attestations de handicap ont été téléchargés. Le fait que des candidats présentant un handicap visuel parviennent à télécharger leur attestation prouve que l'ergonomie du site n'est pas à l'origine des problèmes rencontrés par certains et que ce site est convivial et intuitif.

L'analyse des plaintes introduites auprès du Selor démontre que ces problèmes demeurent marginaux. En 2012, le Selor a reçu 452 plaintes et, parmi celles-ci, seules 27, à savoir 6 %, concernaient des problèmes liés au compte *Mon Selor*.

Depuis le début de l'année 2013, le Selor a reçu 32 plaintes dont six émanant de candidats ayant été exclus d'une sélection pour ne pas avoir téléchargé correctement leur diplôme. Après une analyse approfondie de ces six plaintes, il est apparu que ces candidats ne se sont pas assurés que leur diplôme était bien téléchargé. En outre, le service des plaintes a voulu savoir si leur situation était atypique par rapport à d'autres sélections. Il s'avère qu'il n'en est rien. Sur 15 593 candidats inscrits à quatre sélections (deux francophones et deux néerlandophones), 57 - à savoir 0,5 % - n'ont pas téléchargé correctement leur diplôme. Je signale ici qu'il est demandé aux candidats de télécharger leur diplôme avant le dernier test de sélection. C'est clairement indiqué dans le règlement de sélection. S'ils ont le moindre doute, il leur est loisible de vérifier dans *Mon Selor* ou de contacter le Selor.

Par ailleurs, il est inévitable que des incidents informatiques ponctuels surviennent, même si cela est très rare, lors de la passation des tests informatisés, vu le grand nombre de candidats. Je peux assurer à l'honorable membre que ces problèmes sont toujours gérés au cas par cas avec l'orientation client la plus adéquate.

À titre d'exemple, la perte de temps occasionnée par le *bug* est toujours compensée par un ajout de temps important. Les problèmes sont résolus dans le respect scrupuleux des principes d'équité et d'égalité de traitement entre les candidats. L'objectif est clair: aucun candidat ne peut être préjudicié par ce type d'incident qui reste un cas de force majeure.

Quant au cas concret auquel l'honorable membre fait référence, le Selor a reconvoqué les candidats qui n'avaient pas eu accès à la dernière épreuve.

En ce qui concerne l'entretien du parc informatique du Selor, j'attire l'attention de l'honorable membre sur le fait que la mise à jour automatique de l'antivirus est contrôlée et implémentée quotidiennement sur l'entièreté des ordinateurs de ce parc informatique. De même, les correctifs de sécurité – *security updates* – sont déployés mensuellement sur tous les ordinateurs du parc.

Via le processus de monitoring IT, via les superviseurs de tests, tous les problèmes liés aux ordinateurs sont rapportés de manière proactive au processus de gestion des incidents. Dès qu'un problème matériel ou logiciel apparaît sur un ordinateur, ce dernier est immédiatement retiré de l'environnement de production et remplacé par un ordinateur fonctionnant correctement. En 2012, 62 ordinateurs et 32 écrans ont été remplacés de manière proactive par IT.

Par ailleurs, pour ce qui est du centre de données informatiques, Selor applique également une politique de tolérance zéro face à une panne digitale. Le SLA (*Service Level Agreements*) garantit une disponibilité de 99,99 % pour l'ensemble des plates-formes informatiques de logiciels de tests. En 2012, ce SLA n'a jamais été violé.

Néanmoins, durant le mois de décembre 2012, deux incidents majeurs ont eu lieu dans le centre de données informatiques de Selor sur 5 127 séances de logiciels de test. Comme prévu dans le processus IT Selor, ces incidents et leur suivi ont été relatés au *team* compétent en la matière.

Le 12 septembre 2012, des problèmes sont apparus sur le site pendant une durée de 62 minutes. Les vieux serveurs ont maintenant été migrés.

Le 19 septembre 2012, le site fut très lent pendant 78 minutes, suite à la présence simultanée de 900 visiteurs après l'envoi de la liste de diffusion.

D'après un audit réalisé entre-temps sur les serveurs des bases de données, tous les serveurs sont configurés de façon optimale et les bonnes pratiques sont bien suivies.

Enfin, en 2012 nous avons répertorié 1 843 incidents mineurs enregistrés au centre de service – *service desk* – en ce qui concerne l'environnement de test, tandis que quelque 135 000 candidats ont passé le test. Seuls 48 de ces incidents furent liés à des questions informatiques. Tous les incidents informatiques connexes ont été résolus dans le SLA.

01.03 Katrin Jadin (MR): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour cette réponse très complète et détaillée. Je me ferai un plaisir de la relire en détail.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question de Mme Valérie Warzée-Caverenne au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "la consommation d'alcool dans la fonction publique" (n° 15172)

02 Vraag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "alcoholgebruik bij het openbaar ambt" (nr. 15172)

02.01 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, diverses études démontrent l'effet négatif de la consommation d'alcool ou de drogue en entreprise. Depuis 2010, une convention collective pose les balises d'une politique préventive. En Belgique, 70 % des grands consommateurs d'alcool sont actifs sur le marché du travail. Quelque 300 000 travailleurs sont confrontés à l'alcoolisme et 70 % des entreprises déclarent avoir été au moins une fois confrontées à l'alcool au travail.

D'autres chiffres existent mais le constat est simple: au total, les problèmes d'alcool au travail coûtent 2,2 milliards d'euros aux entreprises chaque année et 7 milliards à la collectivité. Il n'empêche que l'addiction à l'alcool dans le monde du travail ne connaît pas de différence selon que l'on soit dans le secteur privé ou le secteur public. De surcroît, la consommation d'alcool nuit à la bonne conduite de l'entreprise.

Monsieur le secrétaire d'État, votre département dispose-t-il d'informations chiffrées quant au phénomène et ses conséquences en termes d'efficacité ou d'absentéisme dans la fonction publique? Comment votre département aborde-t-il la question tant au niveau de l'information et de la prévention que de l'accompagnement du personnel souffrant de cette addiction?

02.02 Hendrik Bogaert, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue, j'estime que le bien-être et la prévention sont essentiels pour le bon fonctionnement de l'organisation et pour les collaborateurs eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle, à la demande des directeurs de P&O, le SPF P&O est en train d'établir une procédure à suivre en cas de dysfonctionnement d'un collaborateur suite à la consommation d'alcool.

Les directives reprises dans la convention collective de travail n° 100 du 1^{er} avril 2009 concernant l'élaboration d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogue dans les entreprises ne sont pas d'application au secteur public mais le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale prépare actuellement un arrêté d'exécution destiné à les y rendre effectivement applicables.

En vertu des dispositions de la législation relative au bien-être du 4 août 1996, un employeur du secteur public est tenu, dans sa politique de bien-être, d'éviter autant que possible les risques, voire de les limiter lorsqu'ils surviennent. Le fait de consommer de l'alcool influence le bien-être des travailleurs, si bien que la politique en matière d'alcool et de drogue fait partie d'une politique du bien-être convenablement menée dans l'organisation.

En juin 2012, la Direction générale Développement de l'organisation et du personnel du SPF P&O a sondé les organisations fédérales quant à l'existence d'une politique en matière d'alcool et de drogue chez elles.

Il ressort de cette enquête que dix-sept organisations fédérales ont instauré une telle politique préventive, dont les règles définissant ce qui est permis et ce qui ne l'est pas ont clairement été communiquées à leurs collaborateurs. Une procédure en cas de dysfonctionnement est en vigueur. Cette problématique a également été abordée lors de deux réunions du réseau des responsables P&O et Bien-être organisées par le SPF P&O. L'association pour les problèmes d'alcool et autres drogues et deux bonnes pratiques "Comment rédiger, implémenter et mener dans la pratique une politique en matière d'alcool et de drogues?" y ont été présentées.

Le SPF P&O ne dispose pas de données chiffrées relatives à la consommation d'alcool au travail. Pour autant que je sache, aucune étude sur la consommation d'alcool, de drogue ou de médicaments n'a encore été réalisée pour le secteur public.

02.03 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour cette réponse. Si je vous entends bien, des mesures ont été prises et d'autres le seront.

Vous avez parlé de la convention collective qui sera bientôt d'application comme suite à l'arrêté royal qui sera pris. Au-delà du coût que cela représente pour la société et la Fonction publique, il importe de travailler pour entourer les personnes victimes de cette maladie reconnue qu'est l'alcoolisme. Il vaut mieux prévenir que guérir!

Vous ne disposez pas de données chiffrées en la matière. Certes, le but n'est pas de donner des chiffres, mais de prendre en charge des personnes qui souffriraient de cette dépendance et veiller à ce qu'elles puissent être accompagnées afin d'en sortir.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "l'allocation de bilinguisme pour les membres du cadre administratif et logistique des services de police situés en Communauté germanophone" (n° 15317)

03 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de tweetaligheidstoelage voor de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten in de Duitstalige Gemeenschap" (nr. 15317)

03.01 Katrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, étant donné l'absence de suivi que je constate dans ce dossier – peut-être me donnerez-vous des nouvelles aujourd'hui –, je souhaite vous interroger à nouveau au sujet de la problématique des primes de bilinguisme des membres du CALog de l'arrondissement judiciaire d'Eupen.

Pour rappel, cette problématique est la suivante. Sur la base de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant sur la position juridique du personnel des services de police, le personnel de police (fonctionnaire de police ou CALog) ayant réussi l'examen Selor ou équivalent se voit attribuer une allocation de bilinguisme. Cette prime est accordée à 100 % du montant réglementaire aux membres du cadre opérationnel des services de police de l'arrondissement d'Eupen, mais seulement à 25 % du montant réglementaire aux membres du personnel CALog. L'argument en faveur de cette différence est que dans le premier cas, la connaissance d'une autre langue nationale que la sienne est requise ou souhaitée, tandis que dans le deuxième, elle est utile sans être exigée légalement.

Or, cette distinction ne se justifie pas. Dans la Communauté germanophone, l'exercice d'une fonction au sein de la police requiert un bilinguisme effectif de la part des membres du personnel CALog étant donné qu'ils accueillent souvent un public ne parlant que la langue française, qu'ils travaillent sur la base de notes de service établies en français, que la correspondance et la communication avec les autorités nationales et autres, ainsi que toutes les formations pour les CALog se font principalement en français. D'ailleurs, l'allocation de bilinguisme est accordée aux membres du CALog de certains corps de police de Bruxelles qui se trouvent dans la même situation.

Je tiens également à vous rappeler que la rectification de cette incohérence aurait des conséquences très réduites au niveau du budget fédéral, étant donné que les allocations des membres du personnel CALog appartenant aux deux zones de police germanophones seraient attribuées par les budgets locaux et que les membres du personnel CALog fédéraux concernés sont actuellement une petite dizaine.

Monsieur le secrétaire d'État, avez-vous aujourd'hui la volonté de rétablir un peu de justice et de cohérence en attribuant logiquement cette prime aux agents du CALog de l'arrondissement judiciaire d'Eupen, sachant le coût peu élevé que cela représenterait?

03.02 Hendrik Bogaert, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue, en réponse à votre question, je me réfère à la réponse qui vous a été donnée le 18 janvier 2012 par ma collègue, la ministre de l'Intérieur, dans laquelle celle-ci déclare comprendre la situation du personnel germanophone du cadre administratif et logistique des services de police et estimer que leur demande est légitime.

Je partage ce point de vue et je suis prêt à examiner favorablement une demande d'augmentation du

montant de la prime dont bénéficient actuellement les membres du cadre administratif et logistique des services de police situés en Communauté germanophone qui pratiquent quotidiennement un bilinguisme effectif au service du public.

L'arrêté royal PJPoI portant sur la situation juridique des membres des services de police relevant de la compétence de la ministre de l'Intérieur, il lui revient d'y apporter les modifications nécessaires et de me les soumettre pour contrôle administratif. Celui-ci sera effectué dans les plus brefs délais et débouchera sans doute sur un avis positif.

03.03 Katrin Jadin (MR): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie. Cette nouvelle me réjouit, même si j'aurais préféré en prendre connaissance il y a quelques mois. Je vais évidemment reprendre contact avec la ministre de l'Intérieur pour voir comment apporter le plus rapidement possible les modifications qui s'imposent. J'espère pouvoir apporter ma contribution en ce sens.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "instapstages in de federale overheidsdiensten" (nr. 15507)

04 Question de M. Kristof Calvo au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "des stages d'insertion dans les services publics fédéraux" (n° 15507)

04.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, dit is een thema waarover wij al van gedachten hebben gewisseld tijdens de bespreking van uw beleidsnota. Toen is er heel veel aan bod gekomen. Er was ook een klein misverstand over ons concreet voorstel. Dat is ook de reden waarom ik hierop vandaag toch even wou terugkomen via een mondelinge vraag, temeer omdat wij toch wel structureel worden geconfronteerd met pijnlijke cijfers inzake jeugdwerkloosheid.

Mevrouw De Coninck heeft in het kader van de strijd tegen de jeugdwerkloosheid een aantal pistes gelanceerd. Wat ons betreft, gaat het over een beperkt aantal pistes die bovendien wat mager uitvallen. Iets wat in elk geval in het oog springt, is het voornemen om instapstages te organiseren voor werkzoekende jongeren. Ter zake is volgens mij ook een samenwerkingsakkoord in de maak met de regionale overheden.

Het betreft hier stages in de private sector. Dat is wellicht iets moeilijker afdwingbaar dan stages in bijvoorbeeld de eigen overheidsdiensten. Ons concreet voorstel is dan ook om samen met de minister van Werk zulke instapstages te organiseren in de federale overheidsdiensten in het kader van de strijd tegen de jeugdwerkloosheid en als een manier om het openbaar ambt "in de markt te zetten", een civielservantcultuur aan te wakkeren bij jongeren en actief op zoek te gaan naar jong potentieel dat zeker aanwezig is.

Ik zou u dan ook een aantal vragen willen stellen in de hoop u te kunnen overtuigen van dit goed voornemen.

Bent u van plan de instapstages, die gepland zijn in de private sector, ook in de overheidssector toe te passen? Zo neen, waarom niet? Zo ja, over hoeveel plaatsen zou het kunnen gaan, op welke manier en met welke omkadering?

Ten slotte, welke andere concrete maatregelen ziet u ter promotie van een baan bij de federale overheidsdiensten voor werkzoekende jongeren of jongeren in het algemeen?

04.02 Staatssecretaris Hendrik Bogaert: Mijnheer Calvo, de maatregel die u ter sprake brengt, wordt geregeld in artikel 36quater van de werkloosheidsreglementering die op 1 januari 2013 in werking is getreden. Uit de informatie die mijn administratie van de RVA kreeg, blijkt dat enkel Vlaanderen reeds klaar is met de aanpassingen aan hun reglementering. Wallonië en Brussel zijn ermee bezig. Het is noodzakelijk dat dit afgerond is om daadwerkelijk te kunnen starten.

Laaggeschoolde jongeren, met maximum hoger secundair onderwijs, vormen de doelgroep. Voor de overheid gaat het dus om de niveaus D en C.

Ik moet uw aandacht vestigen op het feit dat de federale overheid een meerjarenbeleid van selectieve vervanging voert. Het gevolg hiervan is met name een uiterst beperkte vervanging van de ambtenaren van niveau D en C.

Ik verwijs ook naar de discussies die wij in de commissie hebben gehad. U hebt daar terecht een maatschappelijk probleem aangekaart. Er is sprake van een diplomamismatch tussen wat wij eigenlijk nodig hebben – vanaf niveau C – en de personen die op de arbeidsmarkt komen met niet eens een diploma secundair onderwijs.

Op zich sta ik dan ook open voor een extra inspanning. Ik heb hiervoor echter een regeringsbeslissing nodig. De regering heeft deze beslissing vooralsnog niet genomen. Hiervoor zijn er twee mogelijke oplossingen.

Het kan worden ingebracht in de personeelskredieten die er nu al zijn, maar dan moet ik rekenen op de goodwill van de overheidsmanagers, die akkoord gaan om een deel van de beschikbare pot aan personeelskredieten te alloceren. Niet iedereen zal dat aangenaam vinden, aangezien er al redelijk wat spanning zit op die budgetten.

Als het gaat om extra budgettaire inspanningen, zal de regering die moeten goedkeuren in een begrotingsconclaaf. Ik ben er voorstander van dat, als wij inspanningen vragen aan de privésector, wij die ook gelijktijdig vragen aan de overheidssector. Het is immers gemakkelijk dingen te vragen, zonder zelf het voorbeeld te geven. Ik heb dus enige sympathie voor uw voorstel en zal het dan ook bepleiten in de regering. De regering bestaat echter uit heel wat partijen en het wordt afwachten wat hieruit resulteert.

04.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor de openheid in uw antwoord. Ik begrijp dat de grote uitdaging op personeelsvlak eerder op een ander niveau ligt dan het niveau van de doelgroep waarvan hier sprake is. Toch moeten wij onze maatschappelijke verantwoordelijkheid opnemen. De federale overheidsdiensten zijn een goede plek om mensen een trapje op de ladder te laten stijgen. De FOD's zouden een omgeving van opleiding en brede emancipatie moeten zijn.

Ik ben dan ook blij dat u zegt dat u ons voorstel op tafel zult leggen. U zult hiervoor kunnen rekenen op de steun van de groene oppositie. Ik zal mijn vraag ook richten tot de minister van Werk, omdat haar beleid ter zake hierdoor zou kunnen worden versterkt. Dat is misschien een duwtje in de rug.

Gelet op de besparingen die de overheidsdiensten vandaag moeten uitvoeren, zouden hieraan extra kredieten moeten worden gekoppeld. Dat is volgens mij een legitieme gedachte. Als men bijvoorbeeld zou zeggen dat de maatregel binnen het huidig budgettair kader dient te worden uitgevoerd, zal er wellicht weinig draagvlak voor zijn. Dat is natuurlijk niet de bedoeling. Wij komen hier zeker nog op terug.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de website data.gov.be" (nr. 15554)

05 Question de M. Peter Dedecker au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "le site internet data.gov.be" (n° 15554)

05.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, een van mijn eerste acties in het Parlement was een vraag aan de heer Van Quickenborne met betrekking tot open data. Zijn reactie was zeer positief. Hij ging daar vrij ver in, want op 27 september 2011 lanceerde uw voorganger met veel aplomb de website data.gov.be. Dat is gebeurd op het event Living Tomorrow, in het Huis van de Toekomst. Daar was ook zijn Vlaamse evenknie Geert Bourgeois aanwezig om zijn beleid inzake open data in Vlaanderen voor te stellen. In Vlaanderen was er een regeringsbeslissing die bepaalde dat open data de norm moesten worden binnen de Vlaamse overheid. Gesloten data zouden enkel nog kunnen mits expliciete verantwoording. Volgens het document is hergebruik van open data toegestaan, "ook voor commerciële doeleinden, gratis of tegen een billijke vergoeding".

Een niet onbelangrijk element is dat bij open data gebruik moet worden gemaakt van open standaarden en open programmeerinterfaces. Waar mogelijk moet het om authentieke gegevens gaan. Een voordeel van deze manier van werken is dat het op Vlaams niveau om een structureel beleid gaat.

Op federaal niveau stelde minister Van Quickenborne destijds de lancering van de website data.gov.be voor. Daar worden de open data van de federale overheid voorgesteld. Andere overheden waren uitgenodigd om te participeren, maar enkel de Vlaamse regering gaf toen een positief antwoord. De website data.gov.be werd ontwikkeld door uw overheidsdienst Fedict die claimt, althans op die website, het Belgisch initiatief inzake open data te zijn. Naast een overzicht van de beschikbare data is er ook een open data taskforce, bestaande uit een contactpersoon per administratie of overheidsdienst. Uw voorganger heeft daaraan ook een evenementje gekoppeld, een "hackaton", waarbij de ontwikkelaars met de aangeboden data aan de slag konden om applicaties te bouwen. Die werden dan voorgesteld op dat *event*. Fedict heeft zelf uiteraard het goede voorbeeld gegeven door op basis van die vrijgegeven data ook een applicatie te bouwen, met name de CityChecker, en die voor te stellen. Intussen is die blijkbaar offline gehaald. Ik vind die althans niet meer terug.

De manier waarop Fedict met heel dit verhaal omging en in korte tijd resultaten boekte was eigenlijk zeer goed. Ik kon dit ten eerste appreciëren. Het was de eerste keer dat voor het brede publiek echt zichtbare stappen vooruit werden gezet inzake open data, ondanks het feit dat de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging bevoegd is voor de implementatie van de PSI-richtlijn – *public sector information* – in ons land en zelf een basisportaal uitbaatte. Intussen hebben zij ook een initiatief genomen en hebben zij het nieuwe portaal psi.belgium.be gelanceerd.

Ik heb in dit verband vier vragen voor u.

Ten eerste, wat was de kostprijs, zowel financieel als in manuren, van de website data.gov.be en de applicatie CityChecker? Op welke kostenplaats werd die geboekt? Hoe is dat allemaal financieel in zijn werk gegaan?

Ten tweede, was is vandaag de relatie tussen Fedict en de DAV en hun respectievelijke websites, data.gov.be van Fedict en psi.belgium.be van de DAV?

Wie neemt de leiding en wat doet de ander? Zijn dat twee initiatieven naast elkaar of is er een vorm van samenwerking? Hoe verloopt de relatie met de andere overheden die aanwezig zijn op data.gov.be, in het bijzonder de Vlaamse? Plant u ook een uitbreiding naar andere overheden en hoe reageren die overheden?

Ten derde, hoe ziet u de toekomst? Dat lijkt me nog de interessantste en belangrijkste vraag. Zullen beide websites naast mekaar blijven bestaan? Is de CityChecker voorgoed verleden tijd, dood en begraven, of wat zal daar verder mee gebeuren?

Ten vierde, eigenlijk nog belangrijker is het structurele verhaal. Open data dient structureel beleid te zijn en geen eenmalig initiatief. Het dient een uiting te zijn van openbaarheid en van goed bestuur, met een maximale economische valorisatie voor onze bedrijven. Agoria zal u daarover wellicht ook al aangesproken hebben, maar tegelijk zie ik open data eigenlijk als een nevenproduct van een goed informatiebeleid bij de overheid. Data die op een goede, georganiseerde en consistente manier beheerd worden, kunnen makkelijk vrijgegeven worden. Daarom had ik graag van u geweten hoe u uw rol ziet als staatssecretaris, wat de rol is van Fedict en wat uw visie in dezen is. Welke initiatieven hebt u genomen en zult u nemen in overleg met uw collega Chastel? In het buitenland, zo stel ik vast, staat men op dat vlak een stuk verder, onder andere in Groot-Brittannië en de Verenigde Staten. Daarom vraag ik wat u zult doen.

05.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer de voorzitter, collega Dedecker, de website data.gov.be is een ontwikkeling van de bestaande op Drupal gebaseerde oplossing van Fedict. De vereiste ontwikkelingstijd wordt geschat op 264 uur. De specifieke kosten van die site slaan op de grafische werken, CSS en html, en bedragen 1 137,04 euro.

Fedict heeft de toepassing CityChecker intern ontwikkeld. De vereiste ontwikkelingstijd wordt geschat op zestien uur. De specifieke kosten van die toepassing slaan op de grafische werken, CSS en html, en bedragen 4 833,95 euro. De kosten zijn verhaald op de basisallocatie 1204 van Fedict.

De Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging maakt een inventaris van de informatie, toegankelijk in het kader van de implementatie van de Europese PSI-richtlijn, de richtlijn inzake *public sector information*. Die informatie wordt via de website psi.belgium.be toegankelijk gemaakt. Het gaat om allerlei soorten informatie, zoals documenten, formulieren, contactpunten en lijsten.

Het initiatief open data verschilt van het initiatief PSI, omdat het gericht is op de terbeschikkingstelling van reeksen van gegevens. De site data.gov.be bevat gegevens die in een *machine readable format* CSV-XLS toegankelijk zijn.

De contacten met de verschillende partners verlopen in het kader van het samenwerkingsakkoord over e-government.

Behalve voormelde werkgroep zijn specifieke betrekkingen met Vlaanderen ontwikkeld, onder andere deelname aan de door CR CORVE of de Coördinatieceel Vlaams e-government georganiseerde werkgroep over de gebruikslicentie op de open data.

Ten derde, er zijn geen plannen om deze websites af te schaffen.

De toepassing CityChecker is als *proof of concept* ontwikkeld. Sommige gegevensbronnen zijn partieel. De code van de toepassing is beschikbaar voor ontwikkelaars die ze nader willen ontwikkelen.

Ten vierde, een gemoderniseerde administratie moet haar authentieke bronnen en gegevens in compatibele formaten ter beschikking stellen van iedereen, zowel van andere administraties in het kader van de interconnectie van de backoffices als van de burgers en de bedrijven, zulks met inachtneming van de regels inzake veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Een duidelijk en gestructureerd beleid is onontbeerlijk geworden.

Inzake de rol van Fedict blijft Fedict binnen de federale overheid promotie maken voor het initiatief open data, onder andere via het PICS netwerk. Fedict werkt ook mee aan nationale en internationale initiatieven, zoals Open Knowledge Foundation Belgium, W3C eGov en LOD2.

05.03 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, u hebt een aantal heel mooie voorbeelden gegeven. Het feit dat de applicatie CityChecker op amper zestien uur tijd werd ontwikkeld, is een mooie illustratie van de kracht van het hele verhaal, ook in het kader van wat de vrijwilligers deden in een "hackathon". Op amper acht uur tijd zulke zaken in elkaar steken, is heel erg mooi.

U antwoordt dat in overleg met de Vlaamse overheid aan een licentiemodel wordt gewerkt. Ik hoop dat ter zake snel stappen vooruit worden gezet. Er bestaat al heel lang een vorm van licentie op federaal niveau. Zij is echter allesbehalve duidelijk en eenduidig. Er is dus zeer snel werk aan de winkel.

Ik apprecieer ook dat u van oordeel bent dat de betrokken diensten moeten openstaan voor de evoluties. U onderstreept aldus de principiële keuze voor open data. Een dergelijke uitspraak is heel belangrijk en dat apprecieer ik. Ik hoop echter dat ter zake ook meer concrete initiatieven worden genomen.

Al sinds 2003 is de overheid met het hele verhaal bezig. Wij zijn nu tien jaar later. Er mag dus gerust een tandje worden bijgestoken. Er mag snel werk van het dossier worden gemaakt.

Ik apprecieer echter heel zeker uw keuze. Ik hoop dan ook dat het niet bij woorden blijft en dat ook snel daden volgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 15556 van mevrouw Schyns wordt uitgesteld. Vraag nr. 15655 van de heer Gilkinet wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

06 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling,

belast met Ambtenarenzaken, over "Fedoclean" (nr. 15665)

06 Question de M. Kristof Calvo au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "Fedoclean" (n° 15665)

06.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, een van de belangrijke hervormingen in uw beleidsnota was het bundelen van de krachten bij het onderhoud van de federale gebouwen in Brussel, onze hoofdstad.

Het project Fedoclean is een van de taken van Optifed. In uw beleidsnota konden wij lezen dat tegen januari 2013 een *business case* zou zijn opgesteld en een groeipad voor die integratie zou worden uitgerold.

Ik kan mij voorstellen dat een dergelijke integratieoefening niet evident is en op het terrein voor enige ongerustheid zorgt. Dat zorgt misschien ook wel voor verandering. Het is de uitdaging om de kwaliteit van de dienstverlening in die transitieperiode te blijven garanderen en om de arbeidsvoorwaarden, formeel en informeel, van de betrokken personeelsleden op peil te houden.

Daarom wekte het plan mijn interesse en heb ik ook een aantal vragen voor u, mijnheer de staatssecretaris, om hierin wat meer inzicht te krijgen.

Zijn het aangekondigde groeipad en de *business case* intussen uitgewerkt? Wat zijn de modaliteiten en de concrete timing van het voorstel? Welke diensten hebben zich al aangemeld? Op welke manier wil de regering nu verder werk maken van de oprichting van zo'n dienst?

Is er een raming van de besparing die deze integratie kan opleveren? Ik vermoed dat het ook een van de drijfveren is om daaruit financiële efficiëntiewinsten te boeken.

Zal de integratie een invloed hebben op de arbeidsvoorwaarden van de betrokken ambtenaren? Wij zitten in een periode van sociale onrust. Het is goed voor uw naambekendheid dat er rond uw persoon actie wordt gevoerd, maar voor de dienstverlening is dat toch een probleem. In hervormingen zoals deze is het belangrijk om op zoek te gaan naar een draagvlak bij de werknemers.

06.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Calvo, op de Ministerraad van 22 oktober 2012 werden de werkings- en organisatieprincipes voor de oprichting van een ADBA, een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, teneinde de federale schoonmaakactiviteiten te centraliseren, goedgekeurd in het licht van het realiseren van een businessplan.

Dit businessplan is klaar en ik heb het ondertussen ontvangen. Het ziet er goed uit.

Dat businessplan over de haalbaarheid van de oprichting van een ADBA zal volgende donderdag in een interkabinettenwerkgroep worden besproken. Dat betekent dat wij dus op weg zijn richting de Ministerraad.

Als er een consensus is binnen de interkabinettenwerkgroep, zal het voorstel vrij snel op de agenda van de Ministerraad komen. Om de *business case* uit te werken, werd de vragenlijst verzonden aan 58 federale instellingen. Van de aangeschreven 58 instellingen hebben wij ondertussen de gegevens ontvangen van 48 instellingen.

06.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, normaal bent u nogal uitvoerig in uw antwoord. Het verbaast mij dan ook enigszins dat u zo snel afrondt. De vragen die ik heb gesteld, zouden normaal gezien, zelfs in deze fase, toch een iets uitgebreider antwoord moeten opleveren. Ik respecteer het traject van interkabinettenwerkgroep en Ministerraad, maar het verbaast mij dat u niet net iets meer kunt vertellen over het project Fedoclean.

06.04 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Calvo, er zijn redelijk wat personeelskosten met tweeduizend mensen in totaal voor het poetsen van onze kantoren. Er is een groot verschil in productiviteit tussen de privé- en de overheidssector. Natuurlijk moeten wij ons ook openstellen voor een verantwoording ter zake. De kantoren zijn immers niet allemaal vergelijkbaar: het is bijvoorbeeld gemakkelijker om een grote hal in een museum schoon te maken dan een labyrint van kleine kantoortjes. Wij zijn die cijfers momenteel aan het uitzuiveren.

Desondanks denk ik dat er een groot verschil zal blijven bestaan tussen wat gangbaar is en wat bij de overheid wordt gedaan. Er wordt bijvoorbeeld gezegd dat er na de werkuren of 's nachts moet worden gepeetst, maar de productiviteitswinst bij 's nachts poetsen smelt volledig weg omdat dat veel duurder is. De poetssector heeft mij uitgelegd dat vanaf 5 à 6 uur 's morgens tot 22 uur 's avonds hetzelfde tarief geldt. Dat is een heel lange dag, met ongeveer hetzelfde poetstarief. Wij bekijken momenteel de verschillende opties. Ik ben hieromtrent wat terughoudend, omdat ik eerst de plannen wil voorleggen aan de collega's en een consensus wil zoeken. Zodra die consensus is bereikt, kan ik hierbij verdere toelichting geven.

Wij hebben 58 instellingen aangeschreven en van 48 instellingen hebben wij de gegevens al ontvangen. Ik weet niet uit het hoofd van welke 10 instellingen nog niet, maar in principe zijn alle gegevens aan het binnendruppelen.

06.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, ik begrijp uw voorzichtigheid, want het is belangrijk een draagvlak te zoeken. Ik heb uiteraard geen probleem met het aandachtspunt van de productiviteit. Onze fractie beklemtoont wel om niet alleen de focus te leggen op de productiviteit, maar ook op een vlotte overgang met respect voor de arbeidsvoorwaarden en met aandacht voor het sociaal overleg. Dat is belangrijk.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Kristof Waterschoot** aan de staatssecretaris voor **Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten**, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met **Ambtenarenzaken**, over "**de stiptheidsacties bij de douane op 4 februari 2013**" (nr. 15732)

- de heer **Luk Van Biesen** aan de staatssecretaris voor **Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten**, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met **Ambtenarenzaken**, over "**het koninklijk besluit over ploegenarbeid en onregelmatige prestaties**" (nr. 15775)

07 **Questions jointes de**

- **M. Kristof Waterschoot** au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "**la grève du zèle aux douanes le 4 février 2013**" (n° 15732)

- **M. Luk Van Biesen** au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "**l'arrêté royal relatif au travail en équipes et aux prestations irrégulières**" (n° 15775)

De **voorzitter**: De heer Waterschoot is niet te vinden. Zijn vraag is dus zonder voorwerp.

07.01 Luk Van Biesen (Open Vld): Mijnheer de staatssecretaris, ik zou met u graag even overleggen over het KB over de ploegenarbeid en de onregelmatigeprestatievergoeding, dat u uitwerkt.

Voornamelijk bij economische operatoren zoals havens en luchthavens wordt aan douaniers regelmatig gevraagd om prestaties buiten de normale werkuren te leveren. Die prestaties worden steeds correct betaald, volgens de vigerende akkoorden. U zegt terecht dat er een veelvoud aan renumerationssystemen is en dat u zult proberen dat beter te regelen in een KB over ploegenarbeid.

De regeling lijkt op de basisregeling in de privésector. Er is een toeslag van 50 % voor occasioneel zaterdagwerk en 100 % voor zondagwerk. Ploegenarbeid tussen 6 u 00 en 22 u 00 levert 10 % extra op, als die alleen voorkomt tijdens de week, en 15 % als er ook in het weekend gewerkt wordt. Als er ook 's nachts en in het weekend in ploegen gewerkt wordt, klimt de toeslag naar 25 %. In het begin van de maand kwamen er aankondigingen van stiptheidsacties daartegen, voornamelijk van het ACV en de andere vakbonden, omdat zij zich in die regeling niet kunnen vinden. U zult er niet verstomd van staan, maar dat staat haaks op mijn visie. Ik vond uw KB namelijk moedig en verstandig.

Ik heb de volgende vragen.

Wat zullen de gevolgen zijn van de stiptheidsacties van de vakbonden? Ik heb het dan uiteraard niet over de

gevolgen op economisch vlak, want iedereen weet dat acties van vakbonden altijd een economisch deficit en financiële gevolgen met zich meebrengen. Zult u rekening houden met de vakbonden? Is er opnieuw overleg met de vakbonden? Dat vragen toch de luchthavendirecties. Is die problematiek nu van de baan? Hebt u uw oorspronkelijk KB ook werkelijk kunnen indienen? Wanneer wordt het van kracht?

07.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Van Biesen, het koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten, werd onderhandeld met de vakbonden van het federaal overheidspersoneel vanaf maart tot december 2012. Zij die beweren dat er te weinig sociaal overleg heeft plaatsgevonden, kan ik hierop wijzen.

Op 28 november werd een protocol van niet-akkoord opgesteld en dit werd op 10 december getekend door de drie vakbonden. Het ontwerp werd opnieuw voorgelegd aan de regering. Op 13 december 2012 besliste de regering om het ontwerp ongewijzigd voor te leggen aan de Raad van State. De Raad van State heeft geen fundamentele opmerkingen geformuleerd die tot een wijziging van de inhoud van het ontwerp hebben geleid.

Het besluit werd vorige week gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en is vanaf 1 maart 2013 van toepassing. Dit KB regelt toelages voor wachtdiensten, prestaties buiten de normale uurroosters en werken in opeenvolgende ploegen. Het is echter aan de FOD Financiën om gebruik te maken van dit besluit voor hun werkorganisatie. Zij moeten met de vakbonden binnen de FOD Financiën bespreken hoe dit in de praktijk zal worden omgezet.

Ik kom dan tot uw vraag over de manier waarop wij in het vervolg dergelijke stiptheidsacties of andere acties kunnen vermijden. Morgen behandelen wij in het Comité A een nieuw protocol "Conflictbeheersing" met de vakbonden dat ter zake hopelijk uitkomst kan bieden. De nadruk wordt gelegd op voorafgaandelijk overleg om dit soort acties zo veel mogelijk te vermijden.

Ik zie persoonlijk weinig verschil tussen stiptheidsacties of echte stakingen omdat er de facto op het terrein weinig verschil is tussen beide.

Het besluit legt aan de in dienst zijnde personeelsleden niets op. Het werk in opeenvolgende ploegen zal gebeuren op vrijwillige basis – het gaat hierbij om het fameuze artikel 22 dat na onderhandelingen werd verwijderd – behalve indien het personeelslid werd aangeworven voor een functie die dit vereist, indien hij verzocht heeft ertoe te worden aangewezen of ernaar te worden overgeplaatst, of indien zijn arbeidsovereenkomst dit bepaalt.

Om dit ploegensysteem te kunnen laten werken worden ook 385 bijkomende douaniers aangeworven. Ik meen dat dit geen detail is. Volgens mij betekent dit dan ook een win-winsituatie voor de huidige personeelsleden. Zij zullen minder onregelmatige prestaties moeten leveren en zij krijgen de mogelijkheid in te stappen in dit ploegensysteem waarbij zij minstens 10 % en maximum 25 % van hun loon als extra toelage zullen ontvangen.

Tijdens de onderhandelingen heb ik meer aangeboden maar het was nooit genoeg. Wij zijn uiteindelijk met het oorspronkelijk voorstel naar de Ministerraad getrokken.

Het zal de mensen toelaten om hun sociaal leven en gezinsleven beter te organiseren. De implementatie van dat systeem zal nog even tijd vergen. De modaliteiten dienen in elk departement dat het wil invoeren ook vastgelegd te worden, in samenspraak met de vakbonden, omdat het werken in opeenvolgende ploegen opgenomen dient te zijn in de arbeidsreglementen. Dat kan echter niet globaal geregeld worden. Het dient op het niveau van elk departement te gebeuren.

07.03 **Luk Van Biesen** (Open Vld): Mijnheer de staatssecretaris, er rest mij alleen een dankwoord, voor uw antwoord en vooral voor uw consequente houding in dit dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 15770 van mevrouw Galant wordt uitgesteld.

08 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de monitoring van de diversiteit in overheidsdiensten" (nr. 15925)

08 Question de M. Kristof Calvo au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "le monitoring de la diversité au sein des services publics" (n° 15925)

08.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, dit is opnieuw een thema dat enigszins de revue is gepasseerd, zelfs nog meer dan het vorige, tijdens de bespreking van uw beleidsnota. Het is een thema dat ook buiten dit halfroond mensen beroert en bezighoudt. Op het vlak van de monitoring van de etnisch-culturele diversiteit in de overheidsdiensten hebben andere publieke niveaus al grotere stappen gezet dan de federale overheidsdiensten.

Tijdens de bespreking van uw beleidsnota heb ik gemerkt — een aantal collega's heeft daarin het woord genomen — dat in de commissie, hoewel het een politiek gevoelig thema betreft, een vrij groot draagvlak bleek te bestaan om toch al minstens de etnisch-culturele diversiteit in onze overheidsdiensten te meten. Andere vragen zijn of wij daaraan doelstellingen verbinden en of wij met streefcijfers of quota werken. Ik meen dat daarvoor geen politiek draagvlak bestaat. Dat was althans mijn aanvoelen tijdens de bespreking van de beleidsnota. Tegelijk was mijn aanvoelen dat er voor het meten van de diversiteit een draagvlak bleek te zijn.

Wie kan daar trouwens tegen zijn? Meten is weten, zelfs voor de meest gesloten geest van dit land. Het betreft belangrijke informatie voor de federale overheid om een modern, performant en dus divers personeelsbeleid te ontwikkelen. Andere overheidsdiensten doen dat al. In Vlaanderen werkt men bijvoorbeeld met een vrijwillige registratie van medewerkers om "de kleur" op de werkvloer in kaart te brengen.

Een parlementair initiatief, een resolutie, bijvoorbeeld van onze fractie, behoort natuurlijk tot de mogelijkheden, maar ik heb ondertussen mogen kennismaken met de traagheid van onze parlementaire werking. Het betreft niet in het bijzonder de werking van deze commissie. Het gaat over de parlementaire werking in het algemeen, mijnheer de commissievoorzitter. Er liggen al zo veel toffe resoluties van onze fractie stof te vergaren dat ik in eerste instantie hoop via een parlementaire vraag een doorbraak te forceren. Die is nodig om de federale overheid als een open en moderne werkgever in de markt te zetten.

Mijn vragen zijn relatief eenvoudig, mijnheer de staatssecretaris.

Bent u bereid om, net als andere overheden, bijvoorbeeld de Vlaamse overheid, met Geert Bourgeois als minister van Ambtenarenzaken, te starten met het monitoren van de etnisch-culturele diversiteit in de federale overheidsdiensten? Zo ja, op welke manier? Op een vrijwillige basis, zoals dat gebeurt op Vlaams niveau? Zo nee, waarom niet?

Welke bijkomende initiatieven plant u om de etnisch-culturele diversiteit in het openbaar ambt te verhogen? Onze samenleving verkleurt. Het zou dan ook logisch zijn dat wij die verkleuring ook in onze overheidsdiensten zien terugkomen.

08.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Calvo, wij hebben deze discussie reeds in de commissie gevoerd en u hebt samen met uw collega Somers ter zake de nodige impulsen gegeven.

Ik meen dat ik nieuws heb op dit vlak, waaruit ook blijkt dat uw parlementaire actie vruchten heeft opgeleverd. Een effectief diversiteitsbeleid dient volgens mij te beschikken over een monitoringsysteem en dit voor alle doelgroepen, zij het etnische en culturele minderheden. Momenteel zijn er geen gegevens beschikbaar over de etnische afkomst van de ambtenaren. Het enige gekende gegeven is de nationaliteit.

Edoch, na uw parlementaire actie kan vanaf 8 februari een kandidaat die bij Selor een online cv aanmaakt, ook vrijblijvend aangeven of hij/zij afkomstig is uit een land buiten België en of een van zijn ouders of grootouders dat is. Vervolgens kan de kandidaat aangeven uit welk land hij, zijn ouders of grootouders afkomstig zijn. Dit zal Selor toelaten cijfers te verzamelen en dit via de verschillende bestaande definities van origine. Zo gaat het bijvoorbeeld ook over de definitie die door de Vlaamse overheid wordt gebruikt. Op basis hiervan zal een eerste nulmeting kunnen worden opgesteld die ons een duidelijker beeld zal geven van de

instroom van etnisch-culturele minderheden.

08.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord. Het is positief om af en toe te mogen vaststellen dat een parlementair initiatief voor enige vooruitgang zorgt. Ik meen dat het goed is dat mensen met enige parlementaire geschiedenis tot de regering toetreden omdat zij die sentimenten misschien iets meer hebben dan anderen. Ik dank u daarvoor.

Ik begrijp dat de sollicitanten zich op vrijwillige basis kunnen bekennen tot een etnisch-culturele minderheid. Dat is een stap voorwaarts om in kaart te kunnen brengen of etnisch-culturele minderheden wel de weg vinden naar onze federale overheidsdiensten.

Het spijt mij echter, mijnheer de staatssecretaris, dat ik nog niet helemaal tevreden ben. Ik meen echter dat dit de taak is van een Parlementslid. Naast het in kaart brengen van de instroom is volgens mij immers ook het in kaart brengen van de huidige situatie heel belangrijk. Op die manier kunnen beide gegevens met mekaar worden geconfronteerd.

Ik vermoed evenwel dat dit het antwoord zal zijn op een volgende parlementaire vraag.

08.04 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Wij hebben erover nagedacht om dit nu reeds aan iedereen, vrijblijvend, te vragen. Sinds men in het dagblad *De Morgen* de actie heeft gelanceerd om bijvoorbeeld het woord “allochtoon” niet meer te gebruiken, rijst de vraag of dit nog wel opportuun is. Wij zouden dan immers vragen of die personen allochtoon zijn, terwijl wij het woord “allochtoon” liefst niet meer zouden mogen gebruiken.

De vraag is hoever wij daarin moeten gaan. Moet ik nu aan alle ambtenaren vragen of zij al dan niet allochtoon zijn? Zo ja, wilt u dan vrijblijvend dit vakje aanvinken?

Het is juist dat ik die stap niet zet. Bij de sollicitanten doen wij dat wel. Uiteraard kan men dan de vraag stellen waarom die stap bij sollicitanten wel wordt gezet, op een moment dat men misschien nog kwetsbaarder is. Dat valt eigenlijk te zien als een initiatief om een inspanning te leveren wat de instroom betreft. Zo kan men er toch, na het slagen voor een examen, op een of andere manier mee rekening houden bij het nemen van een beslissing. Dat is wat er voorlopig in de *pipeline* zit.

08.05 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw bijkomende verduidelijking.

Persoonlijk heb ik een nogal uitgesproken mening over het schrappen van het woord “allochtoon”. Dat is echter niet het meest relevante debat. Zelfs als het woord zou worden geschrapt, is er bovendien niemand pleitbezorger voor om het verschil weg te vagen. Men gaat immers andere termen hanteren, bijvoorbeeld “Turkse Gentenaar”, of in plaats van over een allochtoone ondernemer te spreken, zal men het, zoals in *De Morgen*, hebben over een “Koerdische ondernemer”.

Zelfs daar waar dergelijke stappen worden gezet — waarover men kan debatteren — blijkt men het verschil niet weg te vagen. Men kiest voor een terminologie en een kader die aansluiten bij een terminologie die men zou kunnen hanteren bij het monitoren van diversiteit bij de federale overheidsdiensten.

Ik begrijp voorts dat het sturen van een enquête naar de federale overheidsdiensten met betrekking tot allochtonen en etnisch-culturele minderheden, het draagvlak zou beschadigen en administratief misschien slecht zou vallen. Ik vermoed echter dat ambtenaren regelmatig worden bevraagd. Dit onderwerp zou dan ook kunnen worden ingepast in een toekomstige bevraging, in plaats van het te isoleren. Dat zou een goede middenweg kunnen zijn en cijfers opleveren over de instroom, over de huidige situatie en over onze samenleving. De cijfers zouden dan ook naast elkaar kunnen worden gelegd om een diverse overheid te realiseren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11.32 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.32 uur.